



Déclaration liminaire SUD éducation Paris

CSA DU 2 juillet 2024

Mesdames, Messieurs,

"Ne laisser aucun élève au bord du chemin".

Tel est le titre de la circulaire de rentrée parue la semaine dernière qui fixe des priorités pour la rentrée 2024.

Cette rentrée 2024, aujourd'hui, mardi 2 juillet, dans un entre-deux tours d'élections qui, telles une grenade dégoupillée nous explose en pleine face, paraît bien incertaine.

Bien incertaine car pour chacun-e d'entre nous autour de cette table, toutes et tous fonctionnaires d'Etat, les moments où nous allons nous trouver à une croisée des chemins, sommés de faire des choix qui auront des implications importantes pour d'autres êtres humains et notamment pour les élèves dont nous sommes responsables, risquent de se multiplier.

Le pire est à nos portes. S'il les franchit, obéir ou ne pas obéir sera une question qui se posera peut-être à chacun-e d'entre nous. Pourrons-nous toujours nous réfugier derrière la pédagogie dans les mois à venir ?

Cela fait quelques années que quand on évoque les élèves qui dorment dehors, les élèves sans papiers, les élèves en situation de handicap qui ne disposent pas d'aides adaptées... on s'entend répondre que cela n'est pas de notre ressort, que cela ne fait pas partie du travail de classe. Lors d'une audience que nous avons eu en décembre dernier avec vous, l'une d'entre vous nous a répondu qu'il faudrait songer à des formations pour apprendre à gérer ses émotions... Face à des situations très difficiles souvent évoquées en CSA et qui concernent des élèves en grande détresse, détresse qui peut entraîner de la violence, ou face auxquelles on se sent démuni-es, les réponses sont souvent manque de formation. Nous ne nions pas que la formation est essentielle dans les métiers de l'éducation. Mais nous ne voudrions pas que cette question serve à cacher le manque de moyens.

Yves Reuter, l'un des penseurs actuels du concept de forme scolaire mis en avant par le rectorat pour résoudre les difficultés d'inclusion et de mal-être des élèves, rappelle que la forme scolaire est avant tout une forme sociale, et donc indétachable de la question sociale, et rappelle ceci dans son dernier ouvrage :

Il existe ainsi en France en 2023 des élèves SDF. Le taux de pauvreté toucherait près de 20 % des moins de 18 ans. Il n'est pas inutile non plus de rappeler que, par exemple, plus de 70 % des élèves de la section d'enseignement général et professionnel (SEGPA) sont issus de milieux défavorisés, qu'on a deux fois plus de risques d'aller en SEGPA quand on vient d'une famille immigrée, quatre fois plus de risques pour ceux qui vivent en foyer ou en famille d'accueil (aide sociale à l'enfance [ASE]), que seuls 37 % des élèves de SEGPA finissent par obtenir un diplôme et, pour la grande majorité, le certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et que 25 % des SDF sont d'anciens enfants placés.

Mais retournons à la circulaire de rentrée et à son titre bienveillant "Ne laisser aucun élève au bord du chemin" Retournons y même si ce n'est pas pour évoquer cette rentrée si incertaine que nous ne parlons même pas dans cette déclaration des groupes de niveaux, de la seconde prépa lycée, des lycées pros, du manque de rased ou de la carte scolaire et du report de son examen qui maltraite moult personnels, parents et élèves du 1er degré

Malheureusement nous sommes dans une situation où la question qui va se poser ne sera pas seulement celle de laisser un-e élève au bord du chemin mais de l'en éjecter ou pas. Certain-es ici diront qu'à SUD comme d'habitude on exagère. Nous leur citerons ces paroles d'une personne qui pourtant n'aurait sans doute pas été une camarade, Françoise Giroud : ""Ainsi commence le fascisme. Il ne dit jamais son nom, il rampe, il flotte, quand il montre le bout de son nez, on dit : C'est lui ? Vous croyez ? Il ne faut rien exagérer ! Et puis un jour on le prend dans la gueule et il est trop tard pour l'expulser.""

Ce jour nous le voyons venir

La grenade dégoupillée risque de nous faire basculer si ce n'est tranquillement, tout au moins démocratiquement vers un monde où le fait de désigner des personnes comme surnuméraires ou indésirables sera parfaitement assumée et constituera une ligne politique directrice. Regardons la réalité en face, cela fait un moment que cette logique mortifère nous pend au nez. Depuis combien de temps sommes-nous encouragé-es à stigmatiser certain-es de nos élèves ? A faire comme si des bandeaux ou des jupes longues étaient un danger pour l'école, à s'interroger sur le fait de savoir si des mamans voilées peuvent accompagner les sorties ou pas, à faire du moindre événement ou de la moindre parole d'un-e enfant présumé-e musulman-e une atteinte à la laïcité et à être à la recherche du moindre signe de radicalisation n'a-t-on pas en quelque sorte mis le vert dans le fruit ? N'a-t-on pas participé à ériger des élèves et leurs familles en bouc-émissaires et soi-disant dangers brandis comme seul argumentaire électoral par des gens qui n'ont rien d'autre à proposer que rejet de l'autre et communautarisme nationaliste et xénophobe ?

À se lancer dans des campagnes délirantes sur un prétendu danger woke pour désigner des personnes qui luttent pour des droits élargis et inclusifs le ministère de l'Education nationale n'a-t-il pas participé, nous parlons là notamment des années Blanquer, à renforcer les forces les plus obscures et rétrogrades de ce pays ?

Il ne s'agit cependant pas ici de chercher des responsables ou de régler des comptes. Face à l'urgence de la situation, il s'agit juste de se demander jusqu'à quel point un-e fonctionnaire, quel que soit son rang peut fonctionner et d'espérer qu'ensemble, de quelque côté que nous soyons de la table, et sans préjuger de rien, nous saurons résister à toute mesure qui ferait subir encore davantage de violence sociale à nos élèves.

Alors que l'extrême-droite est en train de s'emparer de l'appareil d'État il s'agira peut-être pour chacune d'entre nous de ne pas se laisser happer par la banalité du mal sur laquelle chaque dictature ou gouvernement autoritaire s'appuie pour fonctionner et qui permet à chaque individu-e de collaborer à tout et n'importe quoi en se retranchant derrière les ordres donnés d'autant plus facilement qu'on s'est habitué des années durant à se retrancher derrière les contraintes budgétaires pour faire tourner la machine en mode dégradé.

Nous terminerons en ayant une pensée pour les familles de nos élèves, celles et ceux qui n'ont pas le droit de vote dans ce pays, celles et ceux qui sont immigré-es, souvent des femmes qui se lèvent tôt, qui charbonnent, qui rentrent tard le soir, qui élèvent seul-es leurs enfants, à ces millions de personnes dans le pays, hommes, femmes, enfants d'immigrés : la France ne se résume pas au score électoral de ce dimanche 30 juin, il existe un pays solidaire, un pays qui croit en l'égalité des droits. Pour toutes ces personnes qui depuis des semaines tremblent dans leur chair, qui se posent des questions et qui se demandent comment ça va tourner : on voudrait leur dire que toutes et tous nous allons faire bloc, jusqu'au bout. Nous ne lâcherons pas et nous continuerons de leur tendre la main, à accompagner leurs enfants, et nous nous battons toujours pour que tous et toutes, enfants en situation de handicap, immigré, sans-papier, élèves LGBTQI, puissent avoir les mêmes droits. L'extrême droite n'est pas au pouvoir, il est encore temps de lutter, et même après le 7 juillet prochain, quelque soient les résultats, il faudra continuer à lutter contre ces idées nauséabondes qui imprègnent notre société.